



HISTOIRE

Naissance et affirmation de la nation Atikamekw

PAGE 3

CONFÉRENCE
À LA RENCONTRE DE
LA CULTURE AUTOCHTONE
5 À 7 GRATUIT - LE 8 DÉCEMBRE AU 1000,
BOUL. DU ST-MAURICE, TROIS-RIVIÈRES

PAGE 3

MENSUEL GRATUIT 15 000 EXEMPLAIRES
DÉCEMBRE 2015 VOLUME 31 NUMÉRO 8
WWW.GAZETTEMAURICIE.COM

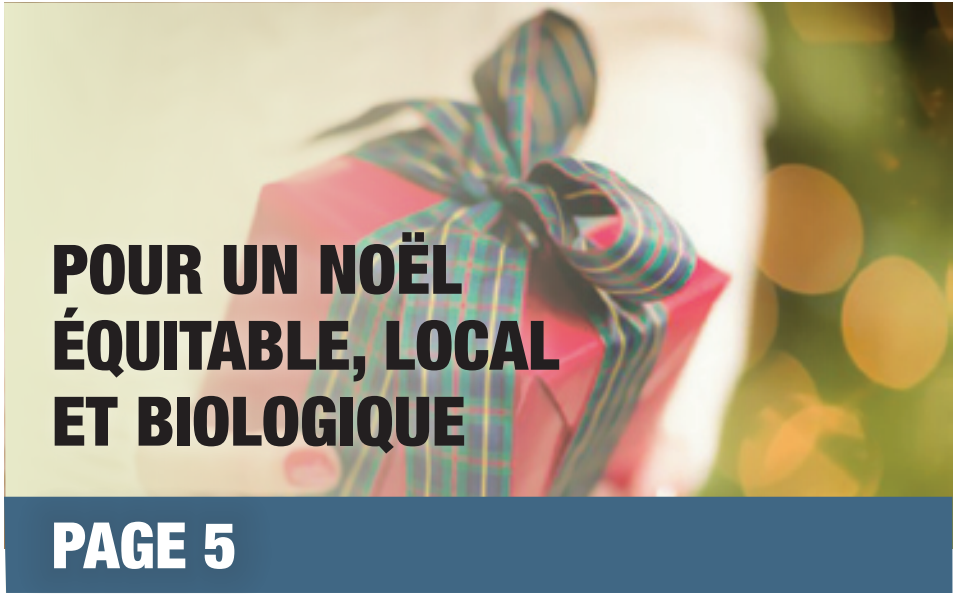
la gazette

DE LA MAURICIE

Média indépendant, sans but lucratif, au service du bien commun



PHOTO: FRONT COMMUN



POUR UN NOËL ÉQUITABLE, LOCAL ET BIOLOGIQUE

PAGE 5



OPINION

L'AUTOROUTE DE LA PHILANTHROPIE

PAGE 2



L'autoroute de la philanthropie

Il est loin le temps où les communautés religieuses et l'esprit de charité avaient le monopole de la bienfaisance. En Mauricie seulement, les acteurs œuvrant dans le monde de la philanthropie se sont multipliés au cours des dernières années. Et les actions altruistes épousent les causes les plus diverses tout en empruntant une multitude de véhicules.

RÉAL BOISVERT

Tout un chacun déploie les moyens les plus divers pour assurer sa collecte de fonds. Des moyens qui vont des grandes campagnes de souscription jusqu'aux démarches de financement échelonnées à longueur d'année, cela en passant par des activités bénéfiques de toutes sortes. À telle enseigne qu'on a le sentiment, et cela davantage à l'approche de la période des Fêtes, que les acteurs de la philanthropie circulent sur une autoroute de plus en plus encombrée et que bien du monde peine à boucler son trajet.

Une chose cependant ne fait aucun doute. Toutes les initiatives inspirées par la compassion, toutes les interventions portées par l'entraide, la solidarité et le partage ont droit de cité. Bien mieux encore, on est à des années lumières d'en faire assez pour lutter contre la pauvreté,

pour soulager la misère, pour subvenir aux besoins des personnes les plus fragiles de nos communautés. Ceci étant dit, les activités philanthropiques, telles qu'on les mène dans notre région, sont à ce point indispensables qu'on se doit d'en faire l'examen.

En tout premier lieu, il faut se rappeler qu'elles ne sauraient être menées à l'aveugle, dans la croyance feinte ou naïve qu'elles pourraient suppléer à l'intervention de l'État et à la participation du secteur économique. On observe à l'évidence une grande frilosité de la part des organisations caritatives d'ici, tout comme d'ailleurs évidemment, quand vient le temps de dénoncer les politiques d'austérité adoptées par les gouvernements ou de réprouver les pratiques d'évasion fiscale propres à une certaine

économie de marché. Cela se comprend. Les coups de gueule se paient très cher. Mais n'empêche, il y a la manière de dire les choses. On ne manque pas de leaders aptes à rallier la communauté régionale autour d'une même voix pour exiger une plus grande prise de responsabilité de la part de l'État et des entreprises en matière de justice sociale. Disons même que cela fait partie d'une sorte d'exigence morale. Sans intervention significative de l'État et en l'absence d'une robuste participation de l'économie, l'action philanthropique est un coup d'épée dans l'eau : la pauvreté perdure et les inégalités de toutes sortes s'accroissent.

Mais avant de faire la morale aux autres, il va de soi que les acteurs philanthropiques ont tout intérêt à regarder dans leur propre cour. Car personne ne niera la nécessité d'arriver à un meilleur déploiement des forces vives de la philanthropie en Mauricie. Il y a énormément à faire au regard de la concertation, au plan de la complémentarité, de la discipline, de la gouvernance et de la synergie d'ensemble. Les gros véhicules n'avancent pas plus vite que les petites voitures dans

un bouchon de circulation. Le moment est venu de faire en sorte que la circulation soit la plus fluide possible. Et pour ce faire, la philanthropie doit épouser les formes d'un mouvement concerté. C'est ainsi que ses réussites ne se limiteront pas seulement à parer aux besoins du moment, mais auront un impact collectif et des retombées durables. À quand un sommet régional sur la philanthropie ?

Enfin, comment oublier que la philanthropie, avant d'être une activité comme une autre, est un acte qui donne un sens à la vie ! Et que surtout, c'est un geste du cœur et de la tête qui est à la portée de tous. En ce sens, la personne la plus démunie qui tend la main à son semblable a autant de mérite qu'un millionnaire qui allonge quelques milliers de dollars. Les êtres humains sont égaux en droit et en entraide. C'est à partir de cet entendement que l'on pourra développer une véritable culture du don, un environnement où donner est un geste viscéral et contagieux, à la hauteur de ses moyens et en harmonie avec sa conscience. Destination directe pour l'avènement d'un monde meilleur !

SOMMAIRE

CHRONIQUE SOCIÉTÉ DE
VALÉRIE DELAGE
PAGE 3

NAISSANCE ET AFFIRMATION
DE LA NATION ATIKAMEKW
PAGE 3

CHRONIQUE ÉCONOMIE
D'ALAIN DUMAS
PAGE 4

ACTIVITÉS DES
LOBBYISTES AU CANADA:
TRUDEAU CONTRE GOLIATH
PAGE 4

SECTION JEUNESSE
PAGE 5

GRANDS ENJEUX :
PAGES 6-7

CAHIER SPÉCIAL
« À LA DÉFENSE DE
NOS SERVICES PUBLICS »
PAGES 8 À 11



lagazette
de la Mauricie

www.gazettemauricie.com
facebook.com/lagazettedelamauricie
@GazetteMauricie

DISTRIBUTION CERTIFIÉE

La Gazette de la Mauricie est publiée par une corporation sans but lucratif soucieuse de produire une information de qualité faisant la promotion du développement intégral des personnes et de leurs collectivités. La Gazette de la Mauricie n'est reliée à aucun groupe ou parti politique. La Gazette de la Mauricie reconnaît le soutien que lui offre le ministère de la Culture et des Communications du Québec via son programme de soutien aux médias communautaires.

Présidente: Valérie Delage
Coordonnatrice : Mariannick Mercure
Conception graphique
et infographie : Martin Rinfret

942, rue Ste-Geneviève
Trois-Rivières QC G9A 3X6
Courriel : info@gazettemauricie.com

AMECQ
ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS
COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC

« SUPER PROMOTIONS DES FÊTES AU COMMUNO-GYM! »
Venez nous visiter !

« PROMOTION #1 »
Forfait de 2 mois à 49,99\$
Cette promotion inclut une (1) évaluation et un (1) programme d'entraînement personnalisé par un kinésiologue. Cette promotion est offerte du 15 décembre 2015 au 31 janvier 2016.

« PROMOTION #2 »
Carte de 10 séances pour seulement 24,99\$
Cette promotion est offerte du 15 décembre 2015 au 31 janvier 2016.

Communo Gym
Centre de conditionnement physique
Entreprise d'économie sociale de COMSEP
1060, rue St-François-Xavier
Trois-Rivières G9A 1R8 (Porte 4)
819-840-0462

Il faudra bien...

Il faudra bien s'occuper un jour des relations entre les différents peuples qui cohabitent au Québec et au Canada. Il faudra bien, un jour, s'écouter les uns les autres, apprendre à se connaître pour se respecter, comprendre pour ne plus chercher à dominer, écraser ceux qui nous confrontent dans nos valeurs par leur différence.

VALÉRIE DELAGE

En attendant, je souffre d'appartenir à une société qui traite une partie de ses membres avec autant de condescendance. « On leur a offert la chance de devenir aussi évolués que nous, on leur offre des avantages qu'on n'a même pas et tout ce qu'ils font, c'est boire, se bagarrer, violenter les femmes et les enfants. » Cette attitude colonialiste raciste et assimilatrice, exprimée encore trop souvent de façon plus ou moins subtile, ne cesse de me révolter.

Pendant que nous critiquons, à raison bien sûr, les horreurs humaines per-

pétrées au Proche-Orient, que nous jugeons la manière dont sont traitées les femmes dans les pays à dominance islamiste, nous tournons le dos aux 1200 femmes disparues probablement en raison d'abus et de violence sous notre propre nez, et dans le beaucoup trop lourd poids du silence de notre consentement collectif.

Notre nouveau premier ministre nous promet une commission d'enquête. Quelques policiers de Val-d'Or vont probablement se faire taper sur les doigts en guise d'exemple, comme si le problème

se limitait à un cas isolé. Il est pourtant le fruit d'une société qui n'accorde pas la même valeur à tous ses membres. Une société qui laisse les gens en situation de pouvoir abuser des plus faibles.

Ce n'est pas d'une énième étude qui devrait nous permettre de mieux cerner le problème, mais surtout de gagner du temps, dont nous avons besoin, mais bien de courage et de volonté pour mettre en place les mesures déjà réfléchies et proposées depuis longtemps. De courage pour modifier en profondeur et une bonne fois pour toutes une société qui ne respecte ni sa propre Charte des droits et libertés de la personne ni la Charte canadienne des droits et libertés. Je ne connais qu'un seul moyen d'y parvenir : l'éducation, pourtant si malmenée ces temps-ci. L'éducation à la connaissance des Premières Nations, mais aussi l'éducation sans compromis des Autochtones pour leur permettre

de défendre leur culture dans tous les domaines où se prennent des décisions.

J'ai soif d'écouter ces femmes autochtones nous parler de leurs valeurs, de leurs aspirations, de leur vision d'un pays égalitaire pour mieux les respecter. Mais il ne leur appartient pas seulement à elles de revendiquer leurs droits à une société plus juste. C'est mon droit de citoyenne d'être informée et éduquée pour comprendre les différents peuples qui composent mon pays. C'est mon devoir de citoyenne de transmettre cette éducation à chaque occasion où je suis témoin de propos discriminatoires envers tout membre de ma communauté.

C'est surtout notre devoir collectif de s'asseoir ensemble, de communiquer, d'écouter, de bâtir d'égal à égal une société plus riche de la différence de chacun.

Il faudra bien...



g CHRONIQUE HISTOIRE

NAISSANCE ET AFFIRMATION DE LA NATION ATIKAMEKW

Pour qui connaît un tant soit peu l'histoire des Amérindiens de la Mauricie, cette photo de jeunes autochtones d'Opitciwan qui s'amuse à la souque à la corde traduit bien l'immensité du chemin parcouru en un siècle par la nation Atikamekw.

RENÉ HARDY

Ils sont aujourd'hui près de 6 000 individus répartis en trois villages, Manawan (2 100), Wemotaci (1 300) et Opitciwan (2 400), alors qu'au début du 20^e siècle, les trois bandes réunies n'en comptaient pas plus de 500. Le père oblat Joseph-Étienne Guinard, qui les défendait auprès des gouvernements quasi indifférents à leur sort, appréhendait même leur extinction tant la mortalité décimait les enfants et les jeunes adultes. La précarité de l'existence de ces populations de nomades provenait en grande partie de l'épuisement des ressources fauniques sur leur territoire traditionnel où l'exploitation forestière se faisait plus intense et où la construction ferroviaire rendait possible l'implantation de nombreux clubs de chasse et de pêche.

Pour pallier ces difficultés, le gouvernement créa les Réserves de Wemotaci en 1895 et Manawan en 1906, assises territoriales de leur village en devenir. Cependant ces villages tardèrent à

naître car les Atikamekws restaient attachés au nomadisme, érigeant leur tente en période estivale autour du poste de traite et de la chapelle pour regagner à l'automne leur territoire de chasse. Ces villages de tentes se transformèrent au cours des années 1920 en véritables petits villages d'habitations de bois dans lesquelles un certain confort et la salubrité contribuèrent à améliorer leur bilan de santé.

Pendant ces décennies de revendications le plus souvent faites par des intermédiaires Blancs, dont le missionnaire Guinard, les Atikamekws se butèrent à l'incompréhension gouvernementale de leurs besoins essentiels sur leur territoire ancestral envahi. L'exemple du barrage Gouin, terminé en 1917, illustre l'absence de considération à leur égard, à la limite du mépris. La montée des eaux fit disparaître le territoire de chasse de la bande d'Opitciwan et inonda la chapelle et le village. Malgré les promesses de leur donner un territoire de chasse et de reconstruire le village l'été suivant, ils durent multiplier les pressions et attendre cinq ans les matériaux et l'aide tech-



PHOTO : GILLES ROUX

Jeunes Atikamekws à Opitciwan, 2001.

nique pour se loger dans des habitations qu'ils construisirent eux-mêmes sous la supervision d'instructeurs payés par le gouvernement. Quant au territoire de chasse, il ne leur fut accordé que 25 ans plus tard avec la création de la réserve d'Opitciwan en 1950.

Aujourd'hui les Atikamekws sont reconnus comme une des 11 nations amérindiennes vivant au Québec. Ils se sont dotés d'un gouvernement, le Conseil de la nation, qui a « déclaré unilatéralement sa souveraineté » et veut dorénavant négocier d'égal à égal sans devoir compter

sur notre bonne volonté pour s'affirmer et grandir. Forts d'une population très jeune, plus éduquée et bien ancrée autant dans la culture québécoise que dans la leur transmise par une parfaite connaissance de la langue maternelle enseignée à l'école, ils peuvent affronter les nouveaux défis avec un certain optimisme, conscients cependant que le plus grand et le plus difficile sera de faire une place à cette jeunesse scolarisée qui de plus en plus aspire à des fonctions et à des positions qu'elle devra occuper en dehors du système des Réserves, si celui-ci doit durer.

À LA RENCONTRE DE LA CULTURE AUTOCHTONE
Un moment d'échange et de partage avec nos concitoyens des Premières Nations

Une activité conjointe de La Gazette de la Mauricie, du Point de services pour les Autochtones à Trois-Rivières et du comité jeunesse du Comité de solidarité de Trois-Rivières.

MARDI 8 DÉCEMBRE DE 17 H À 19 H

Au Point de services pour les Autochtones à Trois-Rivières, 1000 boul. du St-Maurice

CASSE-CROÛTE ET DÉGUSTATION DE « BANIQUE » (PAIN TRADITIONNEL)

NOMBRE DE PLACES LIMITÉ. RÉSERVATIONS PRÉALABLES NÉCESSAIRES À INFO@GAZETTEMAURICIE.COM AU PLUS TARD LE 4 DÉCEMBRE

«Les conférences solidaires, produites en collaboration avec la Caisse d'économie solidaire Desjardins, ont pour objectif de susciter une réflexion citoyenne autour d'enjeux en lien au développement social et durable.»



LES PARADIS FISCAUX

Alors que le gouvernement Couillard ne cesse de répéter que nous n'avons plus les moyens d'offrir des services publics universels et que l'austérité est le passage obligatoire, des milliers d'entreprises et d'individus détournent des centaines de milliards \$ vers les paradis fiscaux.

ALAIN DUMAS ÉCONOMISTE

gazette.economie@gmail.com

Un paradis fiscal est un territoire (« offshore ») qui permet à des individus et des entreprises de contourner les règles fiscales et financières de leur pays d'origine. Caractérisé par des taux d'imposition très faibles ou inexistants, le paradis fiscal facilite l'ouverture d'un compte ou d'une filiale dans le plus grand secret bancaire. C'est ce secret bancaire qui rend difficile le repérage des transactions financières faites à partir de ces paradis.

DES PERTES FISCALES CONSIDÉRABLES

Selon James Henry, ancien

chef économiste du cabinet de consultants McKinsey, les montants cachés dans les paradis fiscaux atteignent 26 000 milliards \$*.

Puisque ces sommes d'argent rapportent des profits et des revenus financiers cachés, donc pas imposés, cela entraîne des pertes fiscales importantes pour nos gouvernements. À l'échelle mondiale, les pertes fiscales atteignent 1 300 milliards \$ (3 % du PIB des pays riches), ce qui représente 60 milliards \$ pour le Canada et 10 milliards \$ au Québec.

Si la moitié des capitaux financiers de la planète transitent par les 70 paradis fiscaux, les banques y jouent un rôle important, comme en témoignent les 75 filiales des 5 grandes banques canadiennes qui y sont établies.

Pour les individus, il suffit d'ouvrir un compte dans une succursale bancaire canadienne située dans un paradis fiscal, et d'y réaliser des revenus de placement cachés à l'impôt canadien ou québécois.

Pour les entreprises, la stratégie consiste à transférer des profits du siège social vers des filiales situées dans les paradis fiscaux afin de diminuer le montant de l'impôt à payer au Canada et au Québec. Pour ce faire, l'entreprise diminue ses revenus (et ses impôts) au Canada en vendant son produit à bas prix à une filiale dans un paradis

fiscal, laquelle revend le même produit à un prix élevé au Canada ou ailleurs. C'est donc la filiale enregistrée dans le paradis fiscal qui réalise la majorité des profits de l'entreprise sans y payer d'impôt. C'est pour cette raison que la moitié du « commerce international » se fait

mesure consisterait à forcer les entreprises à divulguer leurs revenus et leurs profits pays par pays, ce qui permettrait d'imposer ces revenus à leur juste valeur au Canada et au Québec. Cependant, nos gouvernements doivent aussi renforcer les mesures de détection

À l'échelle mondiale, les pertes fiscales atteignent 1 300 milliards \$ (3 % du PIB des pays riches), ce qui représente 60 milliards \$ pour le Canada et 10 milliards \$ au Québec.

entre des filiales d'une même entreprise situées dans les paradis fiscaux.

COMBATTRE LE RECOURS AUX PARADIS FISCAUX

Pour lutter contre ce phénomène, nos gouvernements pourraient interdire aux banques canadiennes d'avoir des succursales dans les paradis fiscaux ou les forcer à divulguer le nom de leurs clients qui y détiennent un compte. Une deuxième

des stratégies utilisées dans les paradis fiscaux en créant des départements spécifiques de dépistage des fraudeurs. Là-dessus, le Canada et le Québec sont à la traine.

Pour en savoir plus, vous pouvez visionner le film *Le prix à payer*, accessible sur Tout.tv

*James Henry, *The price of offshore revisited*, Tax Justice Network, July 2012.



g VOIR LE MONDE... AUTREMENT

ACTIVITÉS DES LOBBYISTES AU CANADA

Trudeau contre Goliath

Pendant 79 jours, il a promis mer et monde. Soixante-dix-neuf jours de campagne électorale durant lesquels le nouveau premier ministre du Canada s'est engagé à voir le monde autrement. Justin Trudeau devra maintenant faire face à une armée de lobbyistes qui lui rappelleront qu'il n'est pas toujours facile de passer de la parole aux actes, de prioriser le bien commun au détriment du profit d'une minorité.

JEAN-MARC LORD

INDUSTRIE PÉTROLIÈRE

Le nouveau premier ministre veut suspendre graduellement les subventions accordées à la production des combustibles fossiles et souhaite dans le même élan déchirer les plans du projet d'oléoduc Northern Gateway. Deux défis dignes de David contre Goliath.

Seulement au Québec, 75 lobbyistes sont actuellement enregistrés au registre officiel à titre de défenseurs de l'exploitation des énergies fossiles. Dans leur ligne de mire : treize ministères, mais également des MRC et des municipalités.

Sur la scène fédérale, entre 2011 et 2012, les lobbyistes pétroliers ont tenu plus de 790 rencontres avec des ministres, députés, sénateurs et fonctionnaires, alors qu'une seule organisation environnementale (Greenpeace) a réussi à échanger avec le cabinet du premier ministre, alors conservateur.

Durant la campagne électorale, certains ex-lobbyistes du pétrole

ont été aperçus dans l'entourage immédiat de Justin Trudeau. À la lumière de cette proximité, force est de constater que la côte sera longue à remonter avant que le Canada mette définitivement un terme à l'exploitation des polluantes énergies fossiles.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

C'est connu : la guerre fait tourner la roue de l'économie. Et comme l'eau au moulin, les lobbyistes n'hésitent pas à y mettre du leur. À preuve, le récent contrat de 15 milliards \$ concernant la vente de blindés légers à l'Arabie saoudite, signé sous l'égide de l'ancien gouvernement fédéral. Ce contrat n'a pas été remis en cause par l'équipe de Justin Trudeau. Une victoire des lobbyistes qui travaillent actuellement pour l'industrie de la défense et de la sécurité au Canada.

En campagne électorale, Justin Trudeau a promis de parapher le Traité sur le commerce des armes de l'ONU, ainsi que d'abroger le contrat pour l'achat des controversés avions furtifs F-35, évalué à 44 milliards \$.

Il trouvera sur son chemin l'Association des industries canadiennes de défense et de sécurité, principal lobby militaire, qui représente 1000 membres et emploie près de 110 000 personnes d'un océan à l'autre. Cela sans compter l'Association canadienne pour les armes à feu, qui revendique 75 000 membres canadiens. En matière de promesses, il y a parfois loin de la coupe aux lèvres.

LOBBY PRO-ISRAËLIEN

Plusieurs se demandent depuis longtemps si le lobby pro-israélien est trop influent au Canada. Dans une entrevue qu'il accordait à la Revue Relations, Jeff Halper n'hésite pas à répondre dans l'affirmative, parlant même « d'israélisation des services de sécurité intérieure du Canada ».

Selon une étude menée en 2007, le lobby pro-israélien est composé « d'une coalition informelle d'individus et d'organisations qui travaillent activement pour [...] influencer la politique étrangère de manière à favoriser les intérêts d'Israël ». Entre



PHOTO: ALEX GUILBORD, FLICKR.COM

Près de 5000 lobbyistes tenteront d'influencer les diverses décisions du gouvernement Trudeau

autres organisations, ce lobby regroupe le Comité Canada-Israël, le Congrès juif canadien et la section canadienne du B'nai B'rith.

Si Justin Trudeau veut rétablir des relations diplomatiques avec des pays comme l'Iran, qu'Israël considère comme une menace existentielle, il devra sans aucun doute composer avec un lobby israélien aguerri et très actif sur la scène nationale.

CONCLUSION

Les lobbyistes enregistrés sont plus de 1800 au Québec, près de 5000 au Canada, tous payés pour influencer les titulaires de charges publiques. Un Goliath, en somme, auquel devra faire face le nouveau premier ministre s'il veut concrétiser le bouquet de promesses lancées aux citoyens durant la dernière campagne électorale et ainsi démontrer par des gestes concrets que le Canada voit réellement le monde autrement.

POUR AGIR ET EN SAVOIR PLUS

COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES
819 373-2598
WWW.CS3R.ORG
WWW.IN-TERRE-ACTIF.COM



La « page jeunesse » de La Gazette de la Mauricie est produite par des jeunes de la Mauricie âgés entre 17 et 30 ans. Elle vise à favoriser leur participation sociale en mettant à leur disposition un lieu d'expression sur des sujets qui les préoccupent et à les initier à la presse écrite.

Ce projet est rendu possible grâce à la collaboration du Forum Jeunesse Mauricie. Pour plus d'information ou pour se joindre au comité de rédaction jeunesse, visitez : www.gazettemauricie.com/comite-jeunesse



10 000 cœurs battant à l'unisson pour la Marche mondiale des femmes

Le 17 octobre dernier, à la Marche mondiale des femmes qui se tenait à Trois-Rivières, le comité jeunesse de la Gazette de la Mauricie s'est s'entretenu avec Camille Bourgeois. Camille est une jeune musicienne qui, avec son groupe de cinq chanteuses et 2 danseuses, a composé un hymne qui a su donner le ton à ce rassemblement pacifique.

DIANE DEMGNE ET MAGALI BOISVERT

Nous avons demandé à Camille quelle était sa vision du féminisme. Elle a répondu qu'elle n'avait jamais réalisé à quel point le féminisme était d'actualité au Québec. « Nous avons tenu pour acquis que le combat était gagné. » Elle ajoute que malgré les avancées des dernières années relativement aux droits des femmes dans notre société, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir, ici comme à l'étranger.

Ceci dit, elle a été agréablement surprise par l'égalité entre les femmes et les hommes dans ce rassemblement. En effet, parmi les quelque 10 000 marcheurs, un grand nombre d'hommes y participaient en soutien avec leur conjointe, leur sœur, leur

mère ou une autre femme dans leur vie. La présence de ces hommes a grandement contribué à la bonne ambiance qui régnait dans la foule. D'ailleurs, de nombreux marcheurs sont restés jusqu'à la fin du spectacle au parc portuaire malgré la température frisquette du bord du fleuve.

Camille a ensuite soulevé la cause des femmes autochtones, dont elle ignorait tout avant la marche : « Nous avons eu l'occasion de rencontrer des femmes issues de communautés autochtones et d'échanger avec elles quant aux problématiques qu'elles ont subies et vécues. Certaines femmes autochtones ont aussi offert une superbe représentation de chants et

de danse traditionnels. » Cette cause récemment placée sous les projecteurs des médias le restera tant que la société québécoise continuera à hausser sa voix sur cet enjeu, comme l'ont fait les milliers de marcheuses et marcheurs ce jour-là.

Camille et ses amies, tout comme un groupe de femmes autochtones, se sont exprimées sur scène lors du spectacle de clôture de la Marche. La jeune femme explique le processus qui les a menées jusqu'à cette scène : « L'an dernier, après la victoire de notre groupe à la finale de secondaire en spectacle, Fabiola Toupin, l'une des juges, nous a approchées afin de nous proposer de nous produire à la Marche mondiale des femmes. »



C'est inspirée par la représentation de la femme dans les médias que Camille Bourgeois a composé la mélodie et les paroles de la chanson qu'elle et son groupe ont présenté aux participants de la Marche de Trois-Rivières. « À travers cette chanson, je souhaitais m'adresser aux filles et parler de la manière dont elles se perçoivent dans la société. La chanson traite de l'hypersexualisation

dans les médias, et de ce à quoi on veut ressembler par rapport à ce qu'on est. »

Bilan impressionnant pour les organisatrices de l'événement où plus de 10 000 personnes se sont rassemblées, femmes et hommes, afin de porter haut et fort le drapeau de la justice, de l'égalité et de la solidarité envers les femmes.

Pour un Noël équitable, local et biologique

À Noël, nous cherchons tous le cadeau parfait pour nos proches. Certains souhaitent également offrir un présent qui respecte l'environnement et les droits de la personne. Heureusement, des produits équitables, locaux et biologiques existent près de chez nous.

AMÉLIE SINGCASTER

Le commerce équitable, en plus de contribuer à l'amélioration des conditions de travail et de la qualité de vie des producteurs et des travailleurs des coopératives équitables, représente également une façon d'encourager le commerce local, puisque de nombreux produits équitables sont transformés et mis en marché par de petites entreprises d'ici. Ce type de commerce propose aux consommateurs une multitude de produits de qualité comme le thé, le café, le chocolat et la tisane ainsi que des articles de sports, des vêtements et des produits de soins personnels. Il vise à respecter l'environnement et l'humain par l'application de normes de production précises.

À Trois-Rivières, le Comité jeunesse du Comité de solidarité

de Trois-Rivières (CS3R), qui regroupe des jeunes qui souhaitent s'engager au sein de leur communauté, a travaillé pendant plus de trois ans pour faire de Trois-Rivières une Ville équitable. Elle est donc devenue la 5^e ville au Québec portant se label et figure parmi les 19 villes équitables au Canada.

Le commerce équitable offre des avantages pour l'environnement, mais vise surtout à protéger la santé et les droits des travailleurs par :

L'établissement d'un prix de vente acceptable qui rémunère de façon juste le travail effectué et qui couvre les coûts de production. De plus, une prime à réinvestir dans la communauté est versée, permettant de bâtir des écoles, des centres de santé, etc.

La mise en place de conditions de travail qui suivent et respectent les droits de la personne.

L'application de pratiques écologiques qui assurent la santé des producteurs, des travailleurs et des communautés environnantes.

Où trouver des produits issus du commerce équitable et pourquoi en offrir en cadeau?

Certains produits équitables plus populaires (café, thé, chocolat, sucre, etc.) se retrouvent sur les tablettes des grandes surfaces, alors que d'autres, comme les produits de soins personnels, les épices ou les vêtements, sont surtout offerts dans des boutiques d'aliments naturels ou d'artisanat.

La plupart de ces produits sont uniques et fabriqués à plus petite échelle. D'ailleurs, de nombreux produits sont transformés par des travailleurs d'ici. Vos proches seront ravis de recevoir un cadeau aussi original et local!

Ils voudront sans doute ensuite s'informer sur le commerce équitable et en apprendre davantage sur le sujet!

Il est primordial de prendre conscience de la différence entre la réalité du commerce international et celle du commerce équitable. Il faut changer

nos habitudes d'achat afin de consommer d'une manière plus socialement responsable.

Joyeux temps des fêtes à tous! Ce Noël, offrez le local, l'équitable et l'écologique. Faisons plaisir à nos proches grâce au commerce équitable et encourageons le commerce d'ici!

OÙ TROUVER L'ÉQUITABLE À TROIS-RIVIÈRES ET AUX ALENTOURS?

La petite meunière
Fruits, épices, thé, tisane, café, chocolat.

Le magasin général Lebrun
Thé, chocolat.

Panier Santé
Thé, café, plantes médicinales, fruits, sucre, cassonade.

Vietavie au naturel
Tisanes, cosmétiques, chocolat chaud.

La naturiste
Soins du corps, thés et tisanes.

LA GAZETTE DE LA MAURICIE • DÉCEMBRE 2015 • 5

LES GRANDS ENJEUX

Comprendre le monde - la société



Nemikwaldamnana (« Je me souviens »)

Lorsque Samuel de Champlain débarque en Nouvelle-France pour y fonder une colonie à l'aube du 17^e siècle, rien ne tourne à son avantage, sinon les relations positives qu'il tisse avec ses alliés des Premières Nations. Sans l'apport des Autochtones, les plans de Champlain se seraient effondrés les uns après les autres. Dès les premiers contacts, Premières Nations et Français ont travaillé sang et eau, côte à côte, au développement d'une société plus juste en terre d'Amérique.

En mariant son dessein à la réalité amérindienne, Champlain souhaitait créer une nouvelle humanité où les différences de chacun se noieraient dans le bien collectif, où les cultures ne feraient qu'une, où les richesses des uns se mêleraient au profit commun. Un monde nouveau où existeraient mixité, métissage, mélange des cultures, des ethnies, des espoirs et des idées, un monde où le respect des uns rimerait avec le bénéfice de tous.

Qu'en est-il 400 ans plus tard? Après la Conquête britannique, après la tentative de génocide culturel mis en place dans le sillage des pensionnats autochtones, après la

création des réserves comme autant de lieux de rupture sociale, après l'injuste Loi sur les Indiens du gouvernement du Canada, après les milliers de femmes autochtones disparues ou assassinées, faut-il conclure que les rêves de Champlain sont définitivement morts et enterrés? Loin s'en faut!

Si le peuple québécois est tolérant, non violent, accueillant, curieux, c'est entre autres à cause du sang autochtone qui lui coule dans les veines. Cependant, dans

l'idée que les Québécois se font d'eux-mêmes, quelque chose s'est brisée.

Depuis 400 ans, les Québécois se cherchent, comme des orphelins, une identité propre. S'ils peinent à y mettre des mots, c'est peut-être qu'ils ne se souviennent plus, qu'ils ont oublié depuis trop longtemps qu'à leurs racines françaises il faut compter sur l'arbre autochtone où ils ont grandi. Un arbre qu'il faut arroser pour comprendre d'où l'on vient, qui l'on est et, surtout, où l'on ira... ensemble.



Il est indéniable que sans votre aide fraternelle et la transmission de vos connaissances, nous n'aurions jamais pu nous établir ici et bâtir avec vous...



... cette grande civilisation.

« Un jour, nos fils épouseront vos filles; nous formerons ensemble une seule et même nation. »

Samuel de Champlain, s'adressant aux chefs des Premières Nations

AFFICHEZ CES PAGES

La compréhension,
c'est contagieux !



COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES
www.cs3r.org

Inspirantes ces Premières Nations !

Formidable résilience culturelle

Alors que le Québec, vaillant Gaulois en plein océan anglophone, continue à se chercher une place durable, il aurait intérêt à s'inspirer des Premières Nations, qui ont eu raison des nombreuses tentatives d'assimilation grâce à une résilience culturelle infaillible. L'exemple le plus criant est peut-être le pow-wow. Malgré un siècle de prohibition, les Autochtones sont parvenus à faire perdurer ces rites festifs traditionnellement religieux et spirituels jusqu'à aujourd'hui.

Une meilleure démocratie

Les systèmes de gouvernance autochtones s'érigent sur les valeurs de consensus, d'égalité, de tolérance, de réciprocité ou encore sur la primauté des besoins collectifs sur les besoins individuels. Tout cela pourrait constituer une réponse aux enjeux que traverse actuellement notre démocratie. Le symbole de ce « vivre ensemble » est le bâton de parole. Incarnant l'harmonie et le partage au sein des communautés, celui qui le tient a le droit de s'exprimer sans être interrompu. Écouter et donner la parole à chacun, n'est-ce pas là les fondements d'une réelle démocratie?

Gardiens de l'environnement

Alors qu'ils sont les plus vulnérables face aux menaces environnementales qui nous concernent tous, l'opinion et les propositions des Premières Nations ne sont que trop rarement prises en considération. Pourtant, ces communautés s'impliquent souvent dès les premières heures d'un projet qui pourrait avoir des impacts dramatiques sur l'environnement. Par exemple : le dossier de l'exploration pétrolière dans le golfe du Saint-Laurent. Aussitôt annoncé, les Premières Nations sont montées sur la ligne de front pour dénoncer les acteurs impliqués qui faisaient fi des dangers environnementaux potentiels. C'est pourtant ce qu'est venue confirmer une évaluation environnementale stratégique mandatée par le gouvernement.

Regard positif sur les Premières Nations

L'Institut Kiuna

Situé sur le territoire d'Odanak, l'Institut Kiuna est le premier collège autochtone d'enseignement postsecondaire à ouvrir ses portes au Québec. Il propose à ses étudiants des programmes d'études qui tiennent compte des particularités culturelles, du contexte social et des intérêts des Premières Nations. Son action académique est fondée sur des valeurs qui leur sont chères, comme la valorisation de l'identité, l'innovation, l'ouverture d'esprit et l'excellence. Pour information : www.kiuna-college.com



Le Réseau jeunesse des Premières Nations

Créé par et pour les jeunes de 15 à 35 ans, le Réseau jeunesse des Premières Nations du Québec et du Labrador (RJPNQL) s'est donné pour mission d'appuyer et d'informer les jeunes sur les opportunités qui s'offrent à eux. Le RJPNQL organise, entre autres, le Forum jeunesse des Premières Nations. Pour plus de détails ou pour mettre sur pied un conseil jeunesse régional : www.reseaujeunessepn.com



Le Wapikoni mobile

Le Wapikoni mobile est un studio ambulant qui permet à des jeunes des Premières Nations de s'exprimer à travers le 7^e art. Depuis 2004, plus de 3000 jeunes Autochtones ont été formés ou initiés au cinéma, cumulant 700 courts métrages comme autant de perles ajoutées au patrimoine culturel autoch-



tone. Le Wapikoni mobile a remporté plus de 87 prix et mentions dans des festivals nationaux et internationaux. Un trésor culturel en ligne au www.wapikoni.ca

Centres d'amitié autochtones

Le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ) a pris, depuis 2010, le virage de l'économie sociale pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Cette approche nourrit le processus démocratique au sein d'une communauté, accorde la primauté de la personne et du travail sur le capital, et participe à la prise en charge personnelle et collective. En 2014-2015, le RCAAQ a mis en œuvre 14 initiatives d'économie sociale dans différents secteurs d'activité. www.rcaa.qc.ca



Musée des Abénakis

Au Canada, la fièvre entrepreneuriale enflamme plusieurs communautés autochtones. Une réalité particulièrement probante dans le secteur touristique. Au Canada, le tourisme autochtone génère des retombées économiques de près de 3 milliards \$ annuellement. Plus de 32 000 personnes travaillent dans ce secteur d'activité, pour une masse salariale de 817 millions \$. Par exemple, le Musée des Abénakis, qui tient pignon sur rue à Odanak depuis 50 ans, a su tirer son épingle du jeu. En 2015, il remportait le Prix Excellence – catégorie recherche, octroyé par l'Association des musées canadiens. Pour visiter le musée : www.museedesabenakis.ca



Pour une approche globale en santé

Les Premières Nations appréhendent la santé comme un tout, chaque rouage de bien-être permet à la médecine d'aborder les patients non pas comme un grand corps malade, mais plutôt comme un ensemble associant psychique et physique. Cette approche de la santé est similaire à celle définie par l'Organisation mondiale de la santé, c'est-à-dire « un état de complet bien-être physique, mental et social [qui] ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité. »

Des succès en réintégration sociale

Les pavillons de ressourcement incarnent l'approche carcérale autochtone. En donnant au délinquant les clés pour sa réintégration dans la société plutôt qu'en l'excluant de celle-ci, ces centres font appel aux méthodes holistiques traditionnelles de guérison autochtone. Et les résultats sont plus que probants : à titre d'exemple, au Centre Waseskun, dans Lanaudière, le taux de récidive a chuté de moitié en 3 ans.



PHOTO : ANDRÉ GILL, ODANAK

PHOTO : GRAND CONSEIL DE LA NATION WABAN-AKI



Suzie O'Bomsawin, porte-parole du réseau jeunesse des Premières Nations du Québec

AGIR AUTREMENT

Briser le mur des préjugés

« De nombreux préjugés et stéréotypes circulent toujours au sujet des Autochtones, des préjugés qui nourrissent les propos haineux, le racisme et la discrimination. Les Autochtones le vivent dans toutes les sphères de leur vie : logement, soins de santé, emploi, pour ne mentionner que ces aspects. Ces discours se font autant sur la place publique que dans le monde virtuel, alimenté par des gens présentant un niveau d'ignorance tel qu'ils nuisent à une réelle réconciliation entre les peuples. Cela fait plus de 400 ans que nous nous côtoyons, il serait grand temps de mieux apprendre à se connaître! »

POUR EN SAVOIR PLUS

Dossier spécial sur les Premières Nations

Visitez notre site Internet pour en apprendre d'avantage sur la réalité des Premières Nations.

www.cs3r.org

DOSSIER SPÉCIAL



Suivez-nous sur
facebook

Vous appréciez ce point de vue
DIFFÉRENT?

Aidez-nous à
CHANGER LE MONDE

Devenez membre!
www.cs3r.org - 819 373-2598



Ras-le-bol chez les employé-e-s du secteur public

Nous n'apprendrons rien à personne en affirmant que les employé-e-s du secteur public sont en négociation cet automne. Depuis que leur convention collective est venue à échéance en mars 2015, les employé-e-s de l'État revendiquent de meilleures conditions de travail et, pour ce faire, adoptent un plan de mobilisation pour faire pression sur leur employeur, le gouvernement du Québec.

STÉPHAN BÉLAND

Le point culminant d'un plan de mobilisation est, bien sûr, la grève. Ultime moyen de pression qui démontre combien les travailleuses et travailleurs des réseaux de la santé, de l'éducation et des autres services publics peuvent en avoir ras-le-bol de constater, jour après jour, combien leurs conditions de travail – qui sont souvent reliées étroitement aux services qu'elles et qu'ils donnent aux patients, aux étudiants et autres « usagers » – se détériorent graduellement. Ces salarié-e-s sont tellement rendu-e-s épuisé-e-s, au bout du rouleau, qu'ils n'ont pas hésité à voter, dans une très grande proportion, pour des coupes de leur paie en faisant la grève. Certains de ces salariés du secteur de la santé ont même été étonnés de voir que, en fonction des services essentiels que l'employeur doit maintenir pendant une journée de grève, un plus grand nombre de travailleuses et travailleurs sont « sur le plancher » qu'en temps de travail normal! Alors, il peut être parfois étrangement heureux que, dans notre belle région, plusieurs journées d'arrêt de travail se soient tenues à la fin octobre et à la mi-novembre.

DANS LA VIE, IL Y A LE SALAIRE... ET IL Y A AUSSI LES ÊTRES HUMAINS !

Il est vrai que ces travailleuses et travailleurs réclament des augmentations salariales pour, notamment, « s'ajuster au coût de la vie ». En effet, chacune et chacun méritent de bien vivre et il est reconnu historiquement que les gains faits par les syndicats, dans toute négociation, amènent un nivellement vers le haut pour la société en général. Nous

pouvons penser au salaire, mais également à divers types de congés comme les congés de maternité. L'employeur devrait généralement savoir également que c'est un des moyens d'attraction ou de rétention du personnel.

Mais toutes et tous sont conscients que les revendications des employés de l'État viseront tôt ou tard une amélioration de la qualité du service que ces derniers offrent à la population. D'où

Couper les postes de deux techniciens en éducation spécialisée dans une école secondaire à cause des compressions, ça peut faire des dommages!

l'engagement encore plus profond de certaines personnes et d'où aussi l'appui d'une grande partie de la population face aux revendications des salariés. D'ailleurs, s'il n'est pas toujours facile, comme travailleur du réseau des services publics, d'exercer

des moyens de pression sur son lieu de travail – car la valeur « humaine » reste toujours en « toile de fond » – c'est aussi grâce à cette même valeur que le personnel syndiqué n'hésite pas à revendiquer des meilleures conditions pour toutes et tous.

MÉTIER, PROFESSION, VOCATION, PASSION ?...

C'est cette valeur humaine qui, parfois, peut faire glisser le discours des gens – ou du gouvernement lui-même – vers la fameuse question de vocation. Quand des enseignants, par exemple, se font dire que, s'ils tiennent tant que ça à leurs services pour leurs élèves, ils n'ont qu'à moins réclamer d'augmentations salariales. Le gouvernement aurait alors plus d'argent disponible pour les services aux élèves. Un tel discours met une pression indue sur le personnel enseignant comme si c'était une ban-



PHOTO: FRANÇOIS NORMANDIN

de de « sans-cœur », ne pensant qu'à leur portefeuille au lieu du bien-être de leurs élèves. Et pourtant!... Pour ce corps d'emploi, la bataille est bien entre autres de « ramener au bercail » le milliard de dollars qu'on leur a enlevé en compressions budgétaires au cours des 5 à 7 dernières années. Couper les postes de deux techniciens en éducation spécialisée dans une école secondaire à cause des compressions, ça peut faire des dommages!

PLUS QU'UNE NÉGOCIATION : UN « SAUVETAGE » DU SYSTÈME PUBLIC

S'il existe une kyrielle d'études pour démontrer les avantages (monétaires et autres) pour la population d'avoir un ré-

seau de services gérés par l'État, il pourrait être tentant d'en faire sur la valeur de l'investissement, par exemple, qui peut être fait dans le monde de l'éducation. Dans nos écoles, on le voit actuellement avec tout ce qui a été fait pour contrer l'intimidation, la prévention est de mise pour vivre en « bon citoyen ». Se recentrer de cette manière sur l'être humain ne peut sûrement pas faire de tort à la population... ou au taux de criminalité, par exemple. Au lieu d'y aller par répression, pourquoi ne pas tenter la prévention?

Bref, il s'agit là d'une matière à réflexion qui porte sur un seul des secteurs de nos services publics qui peuvent être

Apprendre est bon pour la santé, soignons nos connaissances!



Syndicat des professeures et professeurs
du Cégep de Trois-Rivières



Des choix fiscaux qui nous coûtent cher

Le gouvernement justifie ses politiques d'austérité pour à la fois « assainir », dit-il, les finances publiques et « respecter la capacité de payer des contribuables ».



JEAN-YVES PROULX

Cette position est toutefois contestée par de nombreux observateurs, experts et économistes qui soutiennent qu'il existe d'autres choix que ceux faits par les deux paliers de gouvernement et qui pourraient éviter les mesures actuelles d'austérité qui conduisent au « charcutage » de nos services publics.

On mentionne notamment la décision du gouvernement fédéral de doubler le plafond des CELI - une mesure à laquelle le gouvernement québécois a décidé d'emboîter le pas - et qui profite essentiellement aux mieux nantis. Qui, dans la classe moyenne peut, année après année, mettre de côté 10 000 \$ dans un compte CELI? Cette mesure prive le trésor public de sommes importantes qui auraient pu être investies dans les services à la population.

Le même raisonnement s'applique du côté des Régimes enregistrés d'épargne retraite. Quelle famille de la classe moyenne peut investir 23 000 \$ dans un compte REER? Encore là des économies d'impôts qui profitent à une infime minorité alors que les finances publiques sont sous pression.

Le gouvernement Couillard espère « engendrer » d'ici cinq ans des investisse-

ments de 22 milliards de dollars dans son plan Nord. Un plan qui permettra aux transnationales d'extraire notre minerais pour aller le transformer ailleurs. Pourtant, souligne-t-on, la transformation rapporte beaucoup plus que l'extraction. Il y a là, dit-on, un important manque à gagner qui aurait pu être injecté dans nos services publics. Notamment en santé et en éducation.

La décision d'octroyer à Bombardier 1 000 000 000 US \$ pour le développement de la filière CSeries, et cela sans aucun droit de regard dans la gestion de l'entreprise, constitue, selon plusieurs, un choix risqué. On ne compte plus les subventions fédérales et provinciales qu'a reçues Bombardier au cours de son histoire. La Chine travaille à mettre au point un avion équivalent. N'aurait-il pas été préférable, soutient-on, d'utiliser cette fabuleuse somme pour conserver ou créer des emplois dans notre service de santé et notre réseau d'éducation.

L'entêtement du gouvernement à maintenir l'abolition de la taxe sur le capital pour les entreprises financières constitue, pour nombre d'experts, un choix qui nous coûte cher collectivement. Trimestre après trimestre, les institutions financières déclarent des milliards de profits. On dénonce également le com-



portement des banques qui profitent des largesses de l'État et facilitent le recours aux abris fiscaux pour les mieux nantis. Des institutions qui vont même jusqu'à refuser de se présenter devant la Commission parlementaire chargée d'étudier... l'évasion fiscale.

Enfin, on souligne que les subventions accordées aux entreprises par le gouvernement du Québec représentent le double de ce que l'Ontario accorde aux siennes. Pourtant, le sort de celles-ci est enviable au plan fiscal, comme en

témoigne le dernier rapport de PricewaterhouseCoopers qui classe le Canada au 9^e rang des pays qui taxent le moins les entreprises, alors que les États-Unis se situent au 47^e rang et l'Allemagne au 68^e. Autant d'argent dont l'utilisation pose question pour nombre d'observateurs.

Jacques Parizeau disait un jour que faire de la politique c'était choisir les orteils sur lesquels il allait devoir marcher. Le gouvernement Couillard a fait ses choix.

Ça suffit.

LAISSEZ-NOUS SOIGNER.

À la FIQ, nous voulons prodiguer des soins sécuritaires et de qualité. C'est notre lutte et votre droit. Appuyez-nous.



fiqsante.qc.ca



La face cachée des services publics

Actuellement, lorsque nous entendons parler de négociation avec les employés de l’État, nous entendons surtout parler des réseaux de santé et d’éducation. Mais il s’avère important de bien connaître quelques autres corps d’emploi qui sont d’une importance capitale pour le mieux vivre en société. Il s’agit là de services publics essentiels comme vous serez en mesure de le constater dans les quelques exemples suivants.

STÉPHAN BÉLAND

Inspectrice ou inspecteur de produits agricoles et d'aliments ►
Cette personne, travaillant pour le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, s'assure de la propreté des lieux et des pratiques salubres de différents établissements comme les fermes, les boucheries et les restaurants.

Technicien-ne en eau et assainissement ►
Au niveau du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, il s'agit de notre gardien-ne en eaux potables et diverses urgences environnementales.

Préposé-e au permis et aux immatriculations ►
En lien avec la Société de l'assurance automobile du Québec, le ou la préposé-e doit faire passer l'examen de la route, étape primordiale pour la sécurité routière de tout le monde!

Technicien-ne de la faune, technicien-ne en foresterie et en gestion du territoire ►
Que ce soit pour le compte du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs ou du ministère des Ressources naturelles, cette personne peut être chargée de vérifications importantes concernant les impacts environnementaux de projets privés ou publics.

Préposé-e aux télécommunications ►
Ce type d'employé-e pour la Sûreté du Québec transmet les appels d'urgence aux patrouilleurs, par exemple pour le 9-1-1

Ces exemples illustrent autant d'autres facettes de la vie en société qui sont régies par les services publics afin de nous protéger de diverses manières. Ils permettent de se faire une idée plus juste de l'enjeu des négociations en cours dans le secteur public québécois.

ENSEMBLE
pour de meilleures
conditions
d'apprentissage
pour nos élèves

**TOUJOURS
DEBOUT**
pour l'amélioration de
nos conditions de travail

SEVF
SYNDICAT DE L'ENSEIGNEMENT
DES VIEILLES-FORGES (FSE-CSQ)

Investir dans nos services publics pour réduire nos dépenses

Divers services publics québécois subissent actuellement des compressions qui vont jusqu'à menacer leur capacité à remplir leur mission. Pour plusieurs analyses politiques, la doctrine gouvernementale semble évidente : appauvrir les différents organismes du secteur public permettra à court terme au secteur privé, qui entretient actuellement des liens étroits avec certains de nos élus, de s'y immiscer. Le discours officiel prétend pour sa part qu'il faut réduire les dépenses pour « assainir » les finances publiques et atteindre le déficit zéro. Qu'en est-il réellement de la rentabilité de nos principaux services publics?



MARIANNICK MERCURE

SANTÉ

Le secteur de la santé publique et préventive illustre parfaitement le non-sens économique des coupes actuellement effectuées. Avec une amputation sans précédent de 33 % de son budget total, qui se traduira principalement par des suppressions de postes, l'État épargnera un peu plus de 23 millions \$ par an. Si personne ne nie ces économies à court terme, le calcul à moyen et à long terme est tout autre : les pertes entraînées seront bien supérieures aux économies réalisées, le secteur de la prévention en santé étant reconnu comme rentable pour l'État dans la mesure où il entraîne une réduction nette des dépenses.

En fait, selon le MSSS, les programmes de développement de la petite enfance seraient même ceux offrant la meilleure rentabilité économique, avec 16 % de « retour sur investissement »

50 % de ces cancers seraient évitables par la modification de nos habitudes de vie et la mise en œuvre de politiques publiques allant en ce sens. Des responsabilités qui incombent justement au secteur de la santé publique.

ÉDUCATION

Dans le domaine de l'éducation, les conséquences du « déficit zéro » se font aussi sentir : écoles insalubres fermées, aide alimentaire aux enfants réduite, services aux élèves en difficulté coupés, augmentation de la tâche des enseignants sans augmentation de salaire. Ici, à court terme, c'est un peu moins d'un milliard \$ qui pourrait être « épargné » chaque année après la réforme.

Les études vont pourtant toutes dans la même direction : l'éducation est un investissement pour l'ensemble de la population et chaque dollar qui y est placé aura un impact positif sur l'économie. Le calcul est simple : un travailleur diplômé gagne et consomme davantage, augmentant à moyen terme les revenus de l'État par le paiement de taxes et d'impôts. La qualité

et le niveau d'éducation sont donc directement liés à la progression du PIB. Plus encore, ils sont liés à une meilleure santé et à une baisse de la criminalité, permettant ici des économies à long terme.

PETITE ENFANCE

Les récentes compressions dans les Centres de la petite enfance (CPE) visent à aller chercher pour leur part 74 millions \$, soit tout près de 4 % de leur budget total. Mais les CPE permettent à la fois d'augmenter le nombre de femmes sur le marché du travail, donc les recettes fiscales, en plus d'être associés à une réduction des coûts liés à la criminalité et à la pauvreté. À long terme, en effet, les enfants ayant profité de ces services verraient le risque de faire une demande d'aide sociale baisser de 85 % et ceux de séjourner en prison de 50 %, tandis que leurs chances de décrocher un diplôme universitaire seraient 4 fois plus élevées. En fait, selon le MSSS, les programmes de développement de la petite enfance seraient même ceux offrant la meilleure rentabilité économique, avec 16 % de « retour sur investissement ».

SERVICES PUBLICS : RETOUR SUR INVESTISSEMENT

• Éducation postsecondaire : 1,36 \$ pour chaque 1 \$ investi*

• Dépistage des infections transmises sexuellement : 2,50 \$ pour chaque 1 \$ investi**

• Développement précoce de l'enfant : 7 \$ pour chaque 1 \$ investi**

• Vaccination infantile : 16 \$ pour chaque 1 \$ investi**

• Lutte contre le tabac : 20 \$ pour chaque 1 \$ investi**

* Source : Conference Board du Canada
** Source : MSSS



La défense et l'amélioration des **services publics** que nous avons bâtis : une priorité pour l'AREQ et ses 57 000 membres!





REFUSONS
L'AUSTÉRITÉ

L'AUSTÉRITÉ
DÉTRUIT

L'AUSTÉRITÉ
EST UN ÉCHEC

L'AUSTÉRITÉ
N'EST PAS
UNE SOLUTION



refusons.org